

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1653

22 juillet 2011

### SOMMAIRE

B&C Déco S.à.r.l. ....	79324	Gloop S.A. ....	79323
Dok .....	79298	GUS Finance Luxembourg Limited .....	79324
Dok .....	79307	Heliaste Immobilière S.A. ....	79324
Dok .....	79308	Hereford Funds .....	79324
Downshire Enterprises S.A. ....	79308	Hereford Funds Advisory S.à.r.l. ....	79324
Downshire Enterprises S.A. ....	79308	House of Brands S.à r.l. ....	79324
Dufrais S.A. ....	79308	I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A. ....	79325
Edilcom S.A. ....	79309	Immobilière Bei Sàrl .....	79336
Eikon Invest V S.A. ....	79310	Immo Concept Plus S.à.r.l. ....	79326
EPISODE (Luxembourg) S.à r.l. ....	79310	Immo-Due Sàrl .....	79336
ESOP (Lux) .....	79310	Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l. ....	79326
Esybiz S.A. ....	79310	Indigo Investments Luxembourg II .....	79325
Eternal Land Holdings S.à r.l. ....	79308	Indigo Investments Luxembourg S.à r.l. ....	79325
European CleanTech I SE .....	79309	International Restaurants Group S.à r.l. ....	79325
European Tobacco Development S.A. ...	79310	INVESCO European Hotel Real Estate V S.à r.l. ....	79336
Experian Luxembourg Investments S.à r.l. ....	79309	Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l. ....	79325
Experian U.S. Finance S.à r.l. ....	79309	Jazz-Ex S.à.r.l. ....	79336
Farton Holdings S.A. ....	79311	Jilbee S. à r.l. ....	79336
Farton S.A. ....	79311	Kaltix S.A. ....	79337
FDH Patrimoine .....	79311	KanAm Grund Espace Pétrusse S.A. ....	79337
Fintad International S.à r.l. ....	79311	Livingstone S.A. ....	79298
Fintad International S.à r.l. ....	79311	N.A. Capital Investissement Luxembourg S.à r.l. ....	79312
Fintad Securities S.A. ....	79312	Natixis Capital Investissement Luxembourg S.à r.l. ....	79326
Fintad Securities S.A. ....	79312	Terpean International S.A. ....	79344
GAP-W International SV .....	79322	Truck Race Organisation S.à r.l. ....	79337
Garage Feller S.à r.l. ....	79322		
Garage Kremer s.à.r.l. ....	79323		
Gima Finance S.A. ....	79323		
Gima (SA) Sicar .....	79322		
GL Land S.A. ....	79323		
GL Land S.A. ....	79323		

**Dok, Société Anonyme.**

Siège social: L-8284 Kehlen, 36, rue de Kopstal.  
R.C.S. Luxembourg B 93.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg  
Mandataire

Référence de publication: 2011076110/11.

(110084716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

**Livingstone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 59.260.

L'an deux mille onze, le quinze avril.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de son consoeur empêchée Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière reste dépositaire du présent acte.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée "LIVINGSTONE S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg N° B 59260, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 mai 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 452 du 20 août 1997.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire Martine SCHAEFFER en date du 4 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2187 du 9 septembre 2008.

La séance est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, clerc de notaire, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Stéphane SABELLA, précité.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les cinq cent mille (500.000) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de deux millions cinq cent quatre-vingt-deux mille deux cent quatre-vingt-quatre euros et cinquante cents (EUR 2.582.284,50), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes et approbation des bilans et compte de profits et pertes au 31.12.2010 et affectation du résultat;
2. Augmentation du capital social par incorporation partielle de la réserve légale à deux millions six cent mille euros (EUR 2.600.000,-) sans émission d'actions nouvelles.
3. Approbation du bilan de clôture luxembourgeois de la société;
4. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société par actions selon le droit italien.
5. Fixation du siège social à Viale Bianca Maria, 35, I-20122 Milan - Italie.
6. Modification de la dénomination en "LIVINGSTONE S.p.a".
7. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.
8. Démission de cinq administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
9. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
10. Nomination d'un administrateur unique de la société.
11. Nomination des membres du «collegio syndicale».
12. Effet juridique relatif aux résolutions prises.

13. Mandat à donner à Monsieur PierPaolo PESCARMONA aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

14. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

15. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, ainsi que des bilan et compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31.12.2010,

l'assemblée approuve les comptes tels que présentés et décide d'affecter le résultat de l'exercice clôturé au 31.12.2010 comme suit:

	EUR
Résultats reportés .....	(1.190.714,67)
Perte de l'exercice .....	(18.422,44)
Report à nouveau .....	(1.209.137,11)

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence de dix-sept mille sept cent quinze euros et cinquante cents (EUR 17.715,50), pour le porter de son montant actuel de deux millions cinq cent quatre-vingt-deux mille deux cent quatre-vingt-quatre euros et cinquante cents (EUR 2.582.284,50) à deux millions six cent mille euros (EUR 2.600.000,-), sans émission d'actions nouvelles mais par la seule augmentation du pair comptable des cinq cent mille (500.000) actions existantes à du concurrence.

Le montant de dix-sept mille sept cent quinze euros et cinquante cents (EUR 17.715,50) a été intégralement libéré par incorporation partielle de la réserve légale à la date du 31.12.2010 d'un même montant, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire au moyen des susdits comptes annuels au 31 décembre 2010.

*Troisième résolution*

Après la présentation des comptes intérimaires de la société clos au 15 avril 2011, l'assemblée les a approuvés. Ces comptes, tels qu'approuvés par l'assemblée, sont joints en annexe.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société par actions selon le droit italien.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Viale Bianca Maria, 35, I-20122 Milan, Italie. La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

*Sixième résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "LIVINGSTONE S.p.a.".

*Septième résolution*

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

STATUTO

**Titolo I. Costituzione - Denominazione - Sede e durata della società'**

**Art. 1.**

1.1 E' costituita una società per azioni denominata "LIVINGSTONE S.P.A.".

**Art. 2.**

2.1 La Società ha sede legale nel comune di Milano ed ha facoltà di istituire altrove sedi secondarie, succursali, agenzie e rappresentanze esclusive, filiali, oppure di sopprimerle.

La sede sociale può essere trasferita in qualsiasi indirizzo dello stesso comune con semplice decisione dell'organo amministrativo dopo aver acquisito il parere del Collegio Sindacale.

**Art. 3.**

3.1 La durata della Società è stabilita sino al 31.12.2050 e può essere prorogata, una o più volte, con deliberazione dell'assemblea degli azionisti.

**Titolo II. Oggetto della società'****Art. 4.**

4.1 La società ha per oggetto lo svolgimento dell'attività di locazione, compravendita, permuta, costruzione e ristrutturazione di edifici civili e industriali; l'assunzione di appalti per l'esecuzione di lavori edili in genere e di lavori comunque connessi e affini a quelli sopra indicati. Potrà inoltre concedere e ricevere in locazione macchine operatrici, realizzare opere di urbanizzazione primaria e secondaria ed eseguire lavori di demolizione di fabbricati.

La società ha inoltre per oggetto la produzione, commercializzazione e promozione, anche attraverso intermediari, sia Italia che all'Estero, di opere cinematografiche, televisive, musicali, pubblicitarie e fotografiche, quali lungometraggi, cortometraggi, audiovisivi e video oltre all'utilizzazione dei diritti derivanti, oltre che la commercializzazione e promozione, anche attraverso intermediari, sia in Italia che all'Estero, di opere d'arte rappresentative immagini sia fotografiche, che a stampa, che in pittura, oltre che oggetti d'arte ed articoli d'arredamento, nonché la realizzazione di arredamenti e decorazione d'interni ed esterni.

4.2 Ai fini del perseguimento dell'oggetto sociale la Società può compiere operazioni mobiliari, immobiliari, commerciali, industriali e finanziarie, e può assumere partecipazioni in altre società ed imprese, sia italiane che straniere, che svolgono attività analoga, affine o connessa alla propria od a quella dei soggetti partecipati; può inoltre contrarre mutui e ricorrere a forme di finanziamento e concedere le opportune garanzie mobiliari ed immobiliari, reali o personali, comprese fidejussioni, a garanzia di obbligazioni proprie ovvero di società o di imprese nelle quali abbia, direttamente o indirettamente, interessenze o partecipazioni ovvero che risultino sottoposte a comune controllo.

**Titolo III. Capitale - Azioni - Trasferimento - Recesso - Domicilio****Art. 5.**

5.1 Il capitale sociale è di Euro 2.600.000,00 rappresentato da n. 2.600 azioni ordinarie dal valore nominale di Euro 1.000,00 ciascuna.

**Art. 6.**

6.1 Le azioni sono nominative; ogni azione dà diritto a un voto.

6.2 La qualità di azionista costituisce, di per sé sola, adesione al presente statuto.

6.3 Le azioni e/o i diritti sociali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria esclusivamente in capo a società italiane operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni; in tale caso la titolarità effettiva e le conseguenti responsabilità, anche derivanti dall'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria per conto del proprio fiduciante, effettivo proprietario della partecipazione, sono da ritenersi in capo allo stesso fiduciante.

**Art. 7.**

7.1 Il trasferimento delle azioni e dei diritti di opzione, sia per atto tra vivi e a causa di morte, è regolato dalle norme che seguono.

7.2 Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, di costituzione di usufrutto, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione.

7.3 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Le azioni possono essere intestate a società fiduciarie operanti ai sensi e per gli effetti della legge 1966/39 e successive modifiche ed integrazioni. Le società fiduciarie possono nelle forme di legge liberamente trasferire le azioni loro intestate ai propri mandanti, loro eredi e successori "mortis causa", ovvero ad altra società fiduciaria, qualora i mandanti della fiduciaria destinataria del trasferimento siano i mandanti della fiduciaria che effettua il trasferimento.

Resta tuttavia inteso che, invece, l'eventuale mutamento del fiduciante, effettivo proprietario della partecipazione intestata alla Fiduciaria, rientrerà nel campo di applicazione della presente clausola (prelazione).

7.4 Nella dizione "trasferimento a causa di morte" si intendono comprese la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare, a persona fisica socia.

7.5 Nell'ipotesi di trasferimento di azioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società.

7.6 Negli altri casi il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto o in parte le proprie azioni, dovrà darne comunicazione a tutti i soci risultanti dal libro soci mediante lettera raccomandata inviata al domicilio di ciascuno di essi indicato nello stesso libro; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto delle azioni a cui la comunicazione si riferisce, mediante lettera racco-

mandata consegnata all'Ufficio postale non oltre 30 giorni dalla data di spedizione (risultante dal timbro postale) della offerta di prelazione.

7.7 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta e come risultante dal libro soci.

7.8 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

7.9 Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

7.10 La comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c.. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel libro soci, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella denuntiatio.

7.11 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato applicando la clausola arbitrale di cui al presente statuto.

In tale caso alla vendita si applicherà il prezzo offerto dal terzo acquirente solo se superiore di almeno il cinquanta per cento rispetto a quello determinato dal Collegio Arbitrale. In caso contrario si applicherà il valore determinato da quest'ultimo.

7.12 Nell'effettuare la sua determinazione si dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

7.13 Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità delle azioni offerte, poichè tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente; qualora nessun socio intenda acquistare le azioni offerte ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di esse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutte le azioni all'acquirente indicato nella comunicazione entro 30 giorni dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci.

7.14 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni. Nell'ipotesi di costituzione di usufrutto gli altri soci hanno diritto di essere preferiti, con le modalità e i termini di cui sopra; la durata del diritto di usufrutto sarà la stessa indicata nella denuntiatio; se trattasi di usufrutto vitalizio, la durata sarà corrispondente alla vita della persona che il socio offerente ha indicato nella denuntiatio quale usufruttuario.

7.15 La costituzione in pegno delle azioni non fa venir meno in capo al proprietario il diritto di prelazione.

7.16 Le norme di cui ai commi precedenti si non applicano ai trasferimenti "mortis causa".

## **Art. 8.**

8.1 Hanno diritto di recedere per tutte o parte delle loro azioni i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- f) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione;
- g) in tutti gli altri casi previsti dalla legge.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie di diritto italiano, operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso potrà essere esercitato anche solo per parte della partecipazione, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

8.2 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che legittima il recesso.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una delibera, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute ed i relativi titoli, se emessi, devono essere depositati presso la sede sociale.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

8.3 Il socio ha diritto alla liquidazione delle azioni per le quali esercita il recesso.

Il valore delle azioni è determinato dagli amministratori, sentito il parere dell'organo di controllo, tenuto conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali, nonché dell'eventuale valore di mercato delle azioni.

Ciascun socio ha diritto di prendere visione della determinazione di valore di cui sopra e ottenerne copia a sue spese.

Qualora, contestualmente alla dichiarazione di esercizio del recesso, il socio si opponga alla determinazione del valore da parte dell'organo amministrativo, il valore di liquidazione è determinato, entro novanta giorni tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la società.

L'esperto provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente.

8.4 Gli amministratori offrono in opzione le azioni del socio recedente agli altri soci in proporzione al numero delle azioni possedute. Se vi sono obbligazioni convertibili, il diritto d'opzione spetta anche ai possessori di queste in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio.

Coloro che esercitano il diritto d'opzione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nell'acquisto delle azioni che siano rimaste inoperte.

Le azioni inoperte possono essere collocate dall'organo amministrativo anche presso terzi.

In caso di mancato collocamento delle azioni, le azioni del socio che ha esercitato il diritto di recesso vengono rimborsate mediante acquisto dalla società utilizzando riserve disponibili.

Qualora non vi siano utili o riserve disponibili, deve essere convocata l'assemblea straordinaria per deliberare la riduzione del capitale sociale o lo scioglimento della società.

Alla deliberazione di riduzione del capitale sociale si applicano le disposizioni dell'articolo 2445, comma secondo, terzo e quarto c.c.; ove l'opposizione sia accolta la società si scioglie.

#### **Art. 9.**

9.1 Il domicilio dei soci, per quanto concerne i loro rapporti con la Società, è quello risultante dal libro dei soci; è onere del socio comunicare il cambiamento del proprio domicilio, nonché dei propri riferimenti telefonici, di telefax e di posta elettronica.

**Art. 10.** La Società, per far fronte alle proprie esigenze finanziarie, potrà anche richiedere finanziamenti con obbligo di rimborso, fruttiferi o meno di interessi in base a delibera assembleare, ai soci, anche senza il rispetto della proporzionalità delle azioni possedute: questa forma di finanziamento, sia essa a titolo oneroso o a titolo gratuito, può essere effettuata solo da soci regolarmente iscritti da almeno tre mesi al libro soci, che detengano almeno il 2% del capitale sociale risultante dall'ultimo bilancio approvato, così come stabilito dalla delibera C.I.C.R. del 3 marzo 1994.

**Art. 11.** La società può emettere obbligazioni e obbligazioni convertibili ai sensi art. 2410 e seguenti c.c..

### **Titolo IV. Assemblea**

#### **Art. 12.**

12.1 Le assemblee ordinarie e straordinarie sono tenute, di regola, nel comune dove ha sede la Società, salva diversa deliberazione dell'Organo Amministrativo e purché in Italia.

12.2 L'avviso di convocazione deve indicare:

- il luogo in cui si svolge l'assemblea nonché i luoghi eventualmente ad esso collegati per via telematica;
- la data e l'ora di convocazione dell'assemblea;
- le materie all'ordine del giorno;
- se sia ammesso il voto per corrispondenza, in tal caso accompagnato dal testo delle delibere da mettere in votazione;
- le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

12.3 Nell'avviso potrà essere prevista una data di seconda e ulteriore convocazione per il caso in cui nell'adunanza precedente l'assemblea non risulti legalmente costituita. Le assemblee in seconda o ulteriore convocazione devono svolgersi entro trenta giorni dalla data indicata per la prima adunanza. L'avviso di convocazione può indicare al massimo due date ulteriori per le assemblee successive alla seconda.

12.4 L'assemblea viene convocata mediante avviso comunicato almeno otto giorni liberi prima dell'adunanza con mezzi, anche telematici, che garantiscano la prova dell'avvenuto ricevimento.

12.5 Anche in mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e la maggioranza dei componenti dell'organo di controllo. In tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione (ed alla votazione) degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

12.6 L'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta l'anno, per l'approvazione del bilancio, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro centottanta giorni, qualora la società sia tenuta alla

redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della società.

12.7 E' ammessa la possibilità che le riunioni assembleari si tengano mediante mezzi di telecomunicazione, a condizione che:

- sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, di regolare lo svolgimento dell'adunanza e di constatare e proclamare i risultati della votazione;
- sia consentito al verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, scambiando se del caso documentazione;
- vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi collegati mediante mezzi di telecomunicazione a cura della Società, nei quali gli aventi diritto possono affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove risultano presenti il presidente dell'assemblea ed il verbalizzante.

#### **Art. 13.**

13.1 L'intervento in assemblea è regolato dalla vigente normativa.

13.2 Ogni azionista che abbia il diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare ai sensi di legge, mediante delega scritta.

13.3 Le assemblee ordinaria e straordinaria, sia in prima che nelle successive convocazioni, si reputano regolarmente costituite con l'intervento di tanti soci che rappresentino oltre la metà del capitale sociale.

#### **Art. 14.**

14.1 L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di sua assenza o impedimento, dal vice Presidente se nominato, oppure, in mancanza di entrambi, da altra persona delegata dal Consiglio di Amministrazione, in difetto di che l'assemblea elegge il proprio Presidente.

14.2 Il Presidente dell'assemblea è assistito da un segretario, anche non socio, designato dagli intervenuti.

14.3 I soci possono farsi rappresentare nelle assemblee secondo le modalità indicate nell'art. 2372 del Codice Civile.

14.4 Il verbale dell'assemblea deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione, e deve essere sottoscritto dal presidente, dal segretario o dal notaio.

14.5 Il verbale deve indicare:

- a) la data dell'assemblea;
- b) l'identità dei partecipanti ed il capitale sociale da ciascuno rappresentato (anche mediante allegato);
- c) i risultati delle votazioni;
- d) l'identità dei votanti con la precisazione se abbiano votato a favore, contro, o si siano astenuti, anche mediante allegato;
- e) su espressa richiesta degli intervenuti, la sintesi delle loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

#### **Art. 15.**

15.1 L'assemblea delibera su tutti gli oggetti di sua competenza secondo quanto stabilito dalla legge o dallo statuto per le materie eccedenti i poteri dell'Organo Amministrativo.

15.2 Le deliberazioni, tanto per le assemblee ordinarie che per quelle straordinarie, sia in prima che in seconda convocazione, vengono prese con le maggioranze richieste dalla legge nei singoli casi.

15.3 Nel caso sia stata prevista la modalità del voto per corrispondenza come indicato all'art. 10.2, l'espressione di voto potrà pervenire nel testo inviato dall'Organo Amministrativo, entro la data dell'assemblea anche a mezzo di strumenti telematici.

15.4 Le deliberazioni dell'assemblea, prese in conformità della legge e del presente statuto, vincolano tutti i soci, ancorchè non intervenuti o dissenzienti.

15.5 In caso di azioni intestate a società fiduciarie di diritto italiano, operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il voto potrà essere esercitato in maniera divergente in esecuzione di eventuali istruzioni di differenti fiduciari.

### **Titolo V. Amministrazione**

#### **Art. 16.**

16.1 La Società è amministrata da un Amministratore Unico ovvero da un Consiglio di Amministrazione composto da due a sette di membri. L'assemblea ne determina il numero entro i limiti suddetti.

16.2 L'Amministratore Unico e il Consiglio di Amministrazione sono nominati per un periodo fino a tre esercizi e sono rieleggibili.

16.3 L'assemblea, anche nel corso del mandato, può variare il numero dei componenti il Consiglio di Amministrazione, sempre entro i limiti di cui al primo punto del presente articolo, provvedendo alle relative nomine. Gli amministratori così eletti scadono con quelli in carica.

16.4 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, si provvede ai sensi dell'art. 2386 del codice civile. Se viene meno la maggioranza dei consiglieri nominati dall'assemblea, si intende dimissionario l'intero consiglio e l'assemblea deve essere convocata senza indugio dagli amministratori rimasti in carica per la ricostituzione dello stesso.

**Art. 17.**

17.1 Il Consiglio, qualora non vi abbia provveduto l'assemblea, elegge fra i suoi membri un presidente; può eleggere un vice presidente, che sostituisce il presidente nei casi di assenza o impedimento.

17.2 Il Consiglio, su proposta del Presidente, nomina un segretario, anche estraneo alla Società.

**Art. 18.**

18.1 Il Consiglio si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte che il Presidente o, in caso di sua assenza o impedimento, il vice Presidente lo giudichino necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta dalla maggioranza dei suoi componenti o dal collegio sindacale.

Il Consiglio di Amministrazione deve essere altresì convocato quando ne è fatta richiesta scritta da almeno due consiglieri o da uno se il consiglio è composto da tre membri -per deliberare su uno specifico argomento da essi ritenuto di particolare rilievo, attinente alla gestione, argomento da indicare nella richiesta stessa.

18.2 Le riunioni del Consiglio possono tenersi anche mediante mezzi di telecomunicazione, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e di tale identificazione si dia atto nel relativo verbale e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, scambiando se del caso documentazione; in tale eventualità, il consiglio di amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova chi presiede la riunione e dove deve pure trovarsi il segretario per consentire la stesura e la sottoscrizione del relativo verbale.

18.3 Di regola la convocazione è fatta almeno cinque giorni prima di quello fissato per la riunione. Nei casi di urgenza il termine può essere più breve. Il consiglio di amministrazione delibera le modalità di convocazione delle proprie riunioni.

**Art. 19.**

19.1 Le riunioni del Consiglio sono presiedute dal Presidente o, in caso di sua assenza od impedimento, dal vice Presidente, se nominato. In mancanza anche di quest'ultimo, sono presiedute dal consigliere più anziano di età.

**Art. 20.**

20.1 Per la validità delle riunioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

20.2 Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità prevale il voto di chi presiede.

**Art. 21.**

21.1 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione risultano da processi verbali che, firmati dal presidente della seduta e dal segretario, vengono trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge.

21.2 Le copie dei verbali fanno piena fede se sottoscritte dal presidente o da chi ne fa le veci e dal segretario.

**Art. 22.**

22.1 La gestione dell'impresa spetta esclusivamente agli Amministratori, i quali compiono le operazioni necessarie per l'attuazione dell'oggetto sociale, ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge.

**Art. 23.**

23.1 Il Consiglio di Amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'art. 2381 del codice civile, proprie attribuzioni ad un comitato esecutivo e/o ad uno o più dei suoi componenti, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega.

23.2 Gli organi delegati riferiscono al Consiglio di Amministrazione ed al Collegio Sindacale, con una periodicità non superiore a sei mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione nonché sulle operazioni di maggiore rilievo, per le loro dimensioni o caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

23.3 Rientra nei poteri degli organi delegati conferire, nell'ambito delle attribuzioni ricevute, deleghe per singoli atti o categorie di atti a dipendenti della Società ed a terzi, con facoltà di subdelega.

**Art. 24.**

24.1 La rappresentanza legale della Società e la firma sociale spettano all'Amministratore Unico, ovvero al Presidente e a chi ricopre l'incarico di Amministratore Delegato e, in caso di assenza o impedimento del Presidente, al Vice Presidente se nominato.

24.2 I predetti legali rappresentanti possono conferire poteri di rappresentanza legale della Società, pure in sede processuale, anche con facoltà di subdelega.

**Art. 25.**

25.1 Ai membri del Consiglio di Amministrazione e del comitato esecutivo spetta, oltre al rimborso delle spese sostenute per ragioni d'ufficio, anche un compenso da determinarsi dall'assemblea. Tale deliberazione, una volta presa, sarà

valida anche per gli esercizi successivi e salva revisione degli emolumenti che potrà essere decisa in qualunque momento dall'assemblea.

Potrà infine essere stabilito, con deliberazione, da assumersi all'atto della nomina degli Amministratori, una indennità da corrisponderli agli Amministratori stessi al momento della cessazione della loro carica. Il Consiglio di Amministrazione ripartirà il compenso all'interno dei propri membri.

25.2 L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli Amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

#### **Art. 26.**

26.1 Il Presidente:

- a) ha poteri di rappresentanza della Società ai sensi dell'art. 22.1;
- b) presiede l'assemblea ai sensi dell'art. 12.1;
- c) convoca e presiede il Consiglio di Amministrazione ai sensi degli artt. 16 e 17.1, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri;
- d) verifica l'attuazione delle deliberazioni del consiglio.

### **Titolo VI. Collegio sindacale e organo di revisione contabile**

#### **Art. 27.**

27.1 Il Collegio Sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento.

27.2 L'assemblea elegge il Collegio Sindacale, costituito da tre sindaci effettivi e due supplenti, ne nomina il Presidente e determina per tutta la durata dell'incarico il loro compenso.

27.3 Per tutta la durata del loro incarico i Sindaci debbono possedere i requisiti di cui all'articolo 2399 c.c.. La perdita di tali requisiti determina la immediata decadenza del sindaco e la sua sostituzione con il sindaco supplente più anziano.

27.4 I Sindaci scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei Sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito.

27.5 Il Collegio Sindacale si riunisce almeno ogni novanta giorni su iniziativa del presidente, o in caso di sua inerzia, di uno qualsiasi dei sindaci. Esso è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei Sindaci.

27.6 Le riunioni del Collegio Sindacale possono tenersi anche mediante mezzi di telecomunicazione, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e di tale identificazione, si dia atto nel relativo verbale e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, scambiando se del caso documentazione; in tal caso, il collegio sindacale si considera tenuto nel luogo in cui si trova chi presiede la riunione.

27.7 Nei casi consentiti dalla legge al Collegio Sindacale, su decisione da assumersi a cura dell'assemblea, potrà essere affidata la funzione di controllo contabile.

#### **Art. 28.**

28.1 Qualora necessario per legge ovvero qualora lo decida l'assemblea, la funzione di controllo contabile di cui agli articoli 2409 bis e seguenti del Codice Civile è affidata a un revisore o a una società di revisione.

28.2 Il revisore o la società incaricata del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il Collegio Sindacale:

- verifica nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;
- verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;
- esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

28.3 L'attività di controllo contabile è annotata in un apposito libro conservato presso la sede sociale.

28.4 L'assemblea, nel nominare il revisore, deve anche determinarne il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i tre esercizi sociali.

28.5 Il revisore contabile o la società di revisione debbono possedere per tutta la durata del loro mandato i requisiti di cui all'articolo 2409 -quinquies c.c.. In difetto essi sono ineleggibili o decadono di diritto. In caso di decadenza del revisore, gli amministratori sono tenuti a convocare senza indugio l'assemblea, per la nomina di un nuovo revisore.

28.6 I revisori cessano dal proprio ufficio con l'approvazione del bilancio del loro ultimo esercizio sociale e sono rieleggibili.

## **Titolo VII. Bilanci e utili**

### **Art. 29.**

29.1 L'esercizio sociale si chiude al 31 Dicembre di ogni anno.

29.2 Alla fine di ogni esercizio il consiglio provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale.

29.3 Ove consentito dalla legge, il consiglio di amministrazione può, durante il corso dell'esercizio, distribuire agli azionisti acconti sul dividendo.

### **Art. 30.**

30.1 I dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui siano diventati esigibili risultano prescritti a favore della Società con diretta loro appostazione a riserva.

## **Titolo VIII. Scioglimento e liquidazione della società'**

### **Art. 31.**

31.1 In caso di scioglimento della Società, l'assemblea determina le modalità della liquidazione e nomina uno o più liquidatori, fissandone i poteri e i compensi.

## **Titolo IX. Clausola compromissoria**

### **Art. 32.**

32.1 Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un collegio arbitrale, composto di tre arbitri, tutti nominati dal Tribunale nel cui circondario ha sede la Società, il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

Gli arbitri così nominati designeranno il Presidente del Collegio Arbitrale.

La sede dell'arbitrato sarà presso il domicilio del Presidente del Collegio Arbitrale.

32.2 Il Collegio arbitrale dovrà pronunciarsi entro trenta giorni dalla nomina. Il Collegio arbitrale deciderà in via irrituale secondo equità.

32.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni del collegio arbitrale vincoleranno le parti.

32.4 Il collegio arbitrale determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

32.5 Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

32.6 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 Gennaio 2003, n. 5.

## **Titolo IX. Disposizione generale**

### **Art. 33.**

33.1 Per quanto non espressamente disposto nel presente statuto, valgono le norme del codice civile e delle leggi speciali in materia.

#### *Huitième résolution*

Il est pris acte de la démission des cinq administrateurs actuellement en fonction.

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

#### *Neuvième résolution*

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

#### *Dixième résolution*

L'assemblée décide de nommer en qualité d'administrateur unique de la société:

- Monsieur PierPaolo PESCARMONA, né le 19 juin 1960 à Milan - Italie-, domicilié professionnellement au 4, Viale Monte Santo, I-20124 Milan - Italie - numéro de code fiscal PSCPPL60H19F205C.

Son mandat prendra fin jusqu'à sa révocation.

#### *Onzième résolution*

L'assemblée décide de nommer en qualité de membre du «collegio Syndicale» de la société:

- Monsieur Enrico PANZACCHI, né le 18 décembre 1958 à Firenzuola - Italie-, domicilié professionnellement au 4, Viale Monte Santo, I-20124 Milan - Italie -,

- Monsieur Mauro ESPOSITO, né le 28 décembre 1968 à Milan - Italie-, domicilié professionnellement au 21 Via Bigli, I-20121 Milan - Italie

- Monsieur Eugenio A. VELICONI, né le 2 octobre 1952 à Taranto - Italie-, domicilié à au 15, Via Malnasca, I-21100 Varese- Italie -

- Monsieur Davide BAROSI, né le 20 août 1967 à Milan - Italie-, domicilié professionnellement au 4, Viale Monte Santo, I-20124 Milan - Italie -,

- Monsieur Claudio BOLLEA, né le 24 février 1979 à Ivrea - Italie-, domicilié professionnellement au 4, Viale Monte Santo, I-20124 Milan - Italie -,

Leurs mandats prendront fin jusqu'à leur révocation.

#### *Douzième résolution*

Les résolutions prises aux points 2 à 11 prendront effet à compter de l'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

#### *Treizième résolution*

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur PierPaolo PESCARMONA, préqualifié, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

#### *Quatorzième résolution*

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce italien;

- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.

- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

#### *Confirmation*

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de deux millions six cent mille euros (EUR 2.600.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à onze heures quarante-cinq.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. Sabella, G. Saddi, et J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 avril 2011. LAC/2011/17813. Reçu douze euros (12,- €)

*Le Receveur ff.* (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059145/515.

(110066575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

---

#### **Dok, Société Anonyme.**

Siège social: L-8284 Kehlen, 36, rue de Kopstal.

R.C.S. Luxembourg B 93.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

*Mandataire*

Référence de publication: 2011076111/11.

(110084717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Dok, Société Anonyme.**

Siège social: L-8284 Kehlen, 36, rue de Kopstal.

R.C.S. Luxembourg B 93.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

*Mandataire*

Référence de publication: 2011076112/11.

(110084915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Downshire Enterprises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.580.

Le bilan de la société au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011076113/12.

(110085487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Downshire Enterprises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.580.

Le bilan de la société au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011076114/12.

(110085488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Dufrais S.A., Succursale d'une société de droit étranger.**

R.C.S. Luxembourg B 106.235.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076115/9.

(110083932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Eternal Land Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 160.679.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2011.  
Pour copie conforme  
Pour la société  
Maître Carlo WERSANDT  
Notaire

Référence de publication: 2011076119/14.

(110084908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**European CleanTech I SE, Société Européenne.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 155.076.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
Pour la société  
Un mandataire

Référence de publication: 2011076120/12.

(110085530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Experian Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 319.022.625,85.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 124.298.

Le bilan au 31 mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.  
Pour la société

Référence de publication: 2011076121/11.

(110085464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Experian U.S. Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 216.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 137.114.

Le bilan au 31 mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.  
Pour la société

Référence de publication: 2011076122/11.

(110085463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Edilcom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 52.532.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.  
FIDUCIAIRE FERNAND FABER  
Signature

Référence de publication: 2011076124/12.

(110085036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Eikon Invest V S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 92.670.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON INVEST V S.A.  
Signatures  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2011076125/12.

(110084704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**EPISODE (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 87, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 100.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour EPISODE (Luxembourg) S.à r.l.*

Référence de publication: 2011076129/10.

(110084975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**ESOP (Lux), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 96.937.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076130/9.

(110084683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Esbiz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.  
R.C.S. Luxembourg B 120.141.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076131/10.

(110085172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**European Tobacco Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 56.039.

Les comptes au 31 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROPEAN TOBACCO DEVELOPMENT S.A.

Robert REGGIORI / Jean-Marc HEITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011076134/12.

(110084986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fintad International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 39.700.

---

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.

POUR LA GERANCE

Signature

Référence de publication: 2011076138/12.

(110085014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fintad International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 39.700.

---

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.

POUR LA GERANCE

Signature

Référence de publication: 2011076139/12.

(110085017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fartton Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 49.229.

---

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076142/10.

(110085465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fartton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 49.230.

---

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076143/10.

(110085466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**FDH Patrimoine, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.998.

---

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.  
*Pour le Conseil d'Administration*  
 Marie-Cécile MAHY-DUBOURG  
*Fondé de Pouvoir*

Référence de publication: 2011076144/13.

(110084807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fintad Securities S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
 R.C.S. Luxembourg B 51.269.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.  
*Pour le Liquidateur*  
 Signature

Référence de publication: 2011076149/12.

(110085012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Fintad Securities S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
 R.C.S. Luxembourg B 51.269.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.  
*Pour le Liquidateur*  
 Signature

Référence de publication: 2011076150/12.

(110085015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**N.A. Capital Investissement Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
 R.C.S. Luxembourg B 160.573.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twelfth day of April.

Before us, Maître Henry Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Natixis Private Equity, a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 5/7 rue de Monttessuy - 75340 PARIS Cedex 07, registered with the Paris trade and companies register, under number RCS 301 292 959,

here represented by Emilie Viard, Lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Paris, on 11, April 2011.

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "N.A. Capital Investissement Luxembourg S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

**Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

**II. Capital - Shares****Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

**Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### **Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company is managed by one manager appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The manager need not be shareholders.

7.2. The manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

#### **Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

##### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

##### 8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

##### 8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of the manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

#### **Art. 9. Sole manager.**

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

**Art.10. Liability of the managers.** The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### **Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.**

##### 11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

##### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 12. Sole shareholder.**

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

#### **Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been established, Natixis Private Equity, declares that the contribution of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) will be affected as follows:

1. Natixis Private Equity, represented as stated above, subscribes to the twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by:

(a) a contribution in cash of six thousand three hundred euros (EUR 6,300); and

(b) a contribution in kind consisting of six thousand two hundred (6,200) class B shares, having a par value of one euro (EUR 1) each (the Shares), it holds in the share capital of Natixis Allocations CI Luxembourg S.A., a public limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, and having its address at 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, the Shares, having an aggregate value of six thousand two hundred euros (EUR 6,200).

Natixis Private Equity acknowledges that the value of the contribution of the Shares to the Company has been certified by inter alia a certificate dated April 11, 2011 issued by the management of Natixis Allocations CI Luxembourg S.A and Natixis Private Equity and acknowledged and approved by the management of the Company which states in essence that:

1. "The Shares are in registered form.

2. The Shares are fully paid-up and represents 20% of the issued share capital of Natixis Allocations CI Luxembourg S.A..

3. Natixis Private Equity is solely entitled to the Shares and possesses the power to dispose of the Shares.

4. None of the Shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Shares and none of the Shares are subject to any attachment.

5. There exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Shares be transferred to him.

6. Based on generally accepted accounting principles, the value of the Shares is at least equal to six thousand two hundred euros (EUR 6,200) and since the valuation was made no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company.

7. According to applicable law and the articles of association of Natixis Allocations CI Luxembourg S.A., the Shares may be freely transferred by Natixis Private Equity to the Company.

8. All formalities required under the laws of Luxembourg subsequent to the contribution in kind of the Shares to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind."

Such certificates, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The amount of six thousand three hundred euros (EUR 6,300) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

#### Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. Mr. Sébastien Masson, born on 6 June 1969 in Boulogne Billancourt, France, and residing at 10, rue Claude Monnet 92100 Boulogne Billancourt in France, is appointed as sole manager of the Company for an indefinite period.
2. The registered office of the Company is located at 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

#### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le douzième jour d'avril.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Natixis Private Equity, une société régie par les lois de France, dont le siège social se situe à 5/7 rue de Monttessuy – 75340 Cedex 07, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro RCS 301 292 959 RCS, représentée par Emilie Viard, Avocate, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Paris, le 11 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "N.A. Capital Investissement Luxembourg S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion

et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

### **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

### Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée

Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 12. Associé unique.**

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 14. Réviseurs d'entreprises.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

### *Souscription et Libération*

Les Statuts ayant été établis, Natixis Private Equity, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare que les douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représentant le capital social seront affecté comme suit:

1. Natixis Private Equity, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par:

(a) un apport en numéraire d'un montant de six mille trois cents euros (EUR 6.300); et

(b) un apport en nature de six mille deux cents (6.200) actions de classe B, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Actions), qu'elle détient dans le capital social de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A, une société anonyme de droit luxembourgeois, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, et ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, les Actions ayant une valeur totale de six mille deux cents euros (EUR 6.200).

Natixis Private Equity reconnaît que la valeur de l'apport des Actions dans la Société a été attestée par, inter alia, un certificat en date du 11 avril 2011 émis par l'organe d'administration de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A. et Natixis Private Equity et reconnaît et approuve par le conseil de gérance de la Société que:

1. les Actions sont sous forme nominatives;
2. les Actions sont intégralement libérées et représentent 20% du capital souscrit de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A.;
3. Natixis Private Equity est la seule détentrice des Actions et a le pouvoir de disposer des Actions;
4. les Actions ne sont pas grevées d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou d'un usufruit sur les Actions et les Actions ne sont soumises à aucun attachement;
5. Il n'existe aucun droit de préemption, ni un autre droit en vertu duquel une personne peut être autorisée que les Actions lui soient cédées;
6. les Actions sont évaluées à six mille deux cents euros (EUR 6.200), cette estimation étant basée sur les principes comptables généralement admis. Il est entendu que depuis cette évaluation, aucun événement, qui pourrait avoir eu un effet significatif sur les valeurs figurant dans ce bilan, n'est intervenu;
7. conformément aux lois applicables et aux statuts de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A., les Actions sont librement cessible; et
8. toutes les formalités requises, en rapport avec l'accomplissement du transfert des Actions, ont été faites en bonne et due forme.

Ce certificat, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

Le montant de six mille trois cents euros (EUR 6.300,-) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (1.400,- EUR).

### *Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. M. Sébastien Masson, né le 6 juin 1969 à Boulogne Billancourt, résident au 10, rue Claude Monnet 92100 Boulogne Billancourt, France, a été nommé en qualité de gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

2. Le siège social de la Société est établi au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: E. VIARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 avril 2011. Relation: LAC/2011/18440. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059168/524.

(110066649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

---

#### **Gima (SA) Sicar, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 134.353.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076154/9.

(110084909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

#### **GAP-W International SV, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 8.532.780,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.761.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2011.

Paul DECKER

*Le Notaire*

Référence de publication: 2011076157/12.

(110085514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

#### **Garage Feller S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 60, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 150.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GARAGE FELLER S.à r.l.*

Référence de publication: 2011076158/10.

(110084980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Garage Kremer s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6686 Mertert, 40, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 57.265.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076159/9.

(110085547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Gima Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 130.747.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076163/9.

(110084907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**GL Land S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 89.465.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011076164/12.

(110085056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**GL Land S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 89.465.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011076165/12.

(110085057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Glooop S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 120.534.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076168/10.

(110085222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**GUS Finance Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège de direction effectif: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.313.

Le bilan au 31 mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

*Pour la société*

Référence de publication: 2011076172/11.

(110085462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**House of Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée,****(anc. B&C Déco S.à r.l.).**

Siège social: L-5832 Fentange, 26A, op der Hobuch.

R.C.S. Luxembourg B 147.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076177/9.

(110084864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Heliaste Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 45.153.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076181/9.

(110084811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Hereford Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.375.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VPB Finance S.A.

J. Kuske / A. Kerschen

Référence de publication: 2011076184/11.

(110084929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Hereford Funds Advisory S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.051.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VPB Finance S.A.

J. Kuske / A. Kerschen

Référence de publication: 2011076185/11.

(110084927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 100.719.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 31 mai 2011.

Référence de publication: 2011076187/10.

(110085083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Indigo Investments Luxembourg II, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.507.375,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Indigo Investments Luxembourg II S.à r.l.*

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011076188/12.

(110084764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Indigo Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.044.550,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 101.752.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Indigo Investments Luxembourg S.à r.l.*

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011076189/12.

(110084763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Invesco Vienna Hotel Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.881.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

Référence de publication: 2011076193/10.

(110085266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**International Restaurants Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 136.260.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL RESTAURANTS GROUP S.à.r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Riccardo Zorzetto

Référence de publication: 2011076190/12.

(110084712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Immo Concept Plus S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4830 Rodange, 26-30, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 102.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour IMMO CONCEPT PLUS SARL*

Référence de publication: 2011076196/10.

(110084983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Immo Terres-Rouges Cabinet Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 14, rue Bolivar.

R.C.S. Luxembourg B 90.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076197/10.

(110085468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Natixis Capital Investissement Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.570.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twelfth day of April.

Before us, Maître Henry Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Natixis Private Equity, a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 5/7 rue de Monttessuy -75340 PARIS Cedex 07, registered with the Paris trade and companies register, under number RCS 301 292 959,

here represented by Emilie Viard, Lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg by virtue of a power of attorney given in Paris, on 11 April 2011.

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "Natixis Capital Investissement Luxembourg S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military deve-

lopments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twenty four thousand eight hundred euro (EUR 24,800), represented by twenty-four thousand eight hundred (24,800) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Appointment and Removal of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

### 8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

### 8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of the manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

### **Art. 9. Sole manager.**

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

## **IV. Shareholder(s)**

### **Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.**

#### 11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

#### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 12. Sole shareholder.**

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

#### **Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

### *Subscription and Payment*

The articles of association of the Company having thus been established, Natixis Private Equity, represented as stated above, has subscribed to the twentyfour thousand eight hundred (24,800), shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in kind consisting of twenty-four thousand eight hundred (24,800) class A shares, having a par value of one euro each (the Shares), it holds in the share capital of Natixis Allocation CI Luxembourg S.A, a public limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, and having its address at 3A rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, the Shares, having an aggregate value of twenty-four thousand eight hundred euros (EUR 24,800).

The contribution in kind of the Shares, in an aggregate amount of twentyfour thousand eight hundred euros (EUR 24,800), shall be entirely allocated to the share capital account of the Company.

Natixis Private Equity acknowledges that the value of the contribution of the Shares to the Company has been certified by inter alia a certificate dated April 11, 2011 issued by the management of Natixis Allocation CI Luxembourg S.A, and Natixis Private Equity and acknowledged and approved by the management of the Company which states in essence that:

1. "The Shares are in registered form.
2. The Shares are fully paid-up and represent 80% of the issued share capital of Natixis Allocation CI Luxembourg S.A.,
3. Natixis Private Equity is solely entitled to the Shares and possesses the power to dispose of the Shares.
4. None of the Shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Shares and none of the Shares are subject to any attachment.
5. There exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Shares be transferred to him.
6. Based on generally accepted accounting principles, the value of the Shares is at least equal to twenty-four thousand eight hundred euros (EUR 24,800) and since the valuation was made no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company.
7. According to applicable law and the articles of association of Natixis Allocation CI Luxembourg S.A., the Shares may be freely transferred by Natixis Private Equity to the Company.
8. All formalities required under the laws of Luxembourg subsequent to the contribution in kind of the Shares to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind."

Such certificates, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.-EUR).

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. Natixis Private Equity, acting through its duly authorised representative Mr. Dominique Sabassier, President, born on 11 Decembre 1957 in Bourges, France, and residing at 8, rue de Jarente 75004 Paris, France, is appointed as managing partner of the Company for an indefinite period.
2. The registered office of the Company is located at 3A rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg.

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le douzième jour d'avril;

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### ONT COMPARU:

1. Natixis Private Equity, une société régie par les lois de France, dont le siège social se situe à 5/7 rue de Montessuy - 75340 Cedex 07, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro RCS 301 292 959 RCS, représentée par Emilie Viard, avocat, avec adresse professionnelle au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Paris, le 11 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

### I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Natixis Capital Investissement Luxembourg S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi au 3A rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à vingt quatre mille huit cents euros (EUR 24.800), représenté par vingt-quatre mille huit cents parts sociales (24.800) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art.7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

##### **8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se

parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

### Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

### Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès verbaux ou rédigées par écrit

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

### Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

### *Souscription et Libération*

Les Statuts ayant été établis, Natixis Private Equity, représenté comme indiqué ci-dessus, a souscrit aux vingt-quatre mille huit cents (24.800) actions sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en nature de vingt-quatre mille huit cents (24.800) actions de classe A d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune (les Actions), qu'elle détient dans le capital social de Natixis Allocation CI Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, et ayant son siège social au 3A rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, les Actions ayant une valeur totale de vingt quatre mille huit cents euros (EUR 24.800).

Natixis Private Equity reconnaît que la valeur de l'apport des Actions dans la Société a été attestée par, inter alia, un certificat en date du 11 avril 2011 émis par l'organe d'administration de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A. et Natixis Private Equity et reconnaît et approuve par le conseil de gérance de la Société que:

1. les Actions sont sous forme nominatives;
2. les Actions sont intégralement libérées et représentent 80% du capital souscrit de Natixis Allocation CI Luxembourg S.A.;
3. la partie comparante est la seule détentrice des Actions et a le pouvoir de disposer des Actions;
4. les Actions ne sont pas grevées d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou d'un usufruit sur les Actions et les Actions ne sont soumises à aucun attachement;
5. Il n'existe aucun droit de préemption, ni un autre droit en vertu duquel une personne peut être autorisée que les Actions lui soient cédées;
6. les Actions sont évaluées à vingt quatre mille huit cents euros (EUR 24.800), cette estimation étant basée sur les principes comptables généralement admis. Il est entendu que depuis cette évaluation, aucun événement, qui pourrait avoir eu un effet significatif sur les valeurs figurant dans ce bilan, n'est intervenu;
7. conformément aux lois applicables et aux statuts de Natixis Allocations CI Luxembourg S.A., les Actions sont librement cessible; et
8. toutes les formalités requises, en rapport avec l'accomplissement du transfert des Actions, ont été faites en bonne et due forme.

Ce certificat, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

### *Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Natixis Private Equity, agissant par l'intermédiaire de son représentant dûment autorisé M. Dominique Sabassier, Président, né le 11 décembre 1957 à Bourges, France, et résidant au 8, rue de Jarente 75004 Paris, France, a été nommée en qualité d'associé-gérant de la Société pour une durée indéterminée.
2. Le siège social de la Société est établi au 3A rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: E. VIARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 avril 2011. Relation: LAC/2011/18439. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059170/518.

(110066621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

---

**Immo-Due Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4955 Bascharage, 22, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 82.039.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076198/10.

(110085473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Immobilière Bei Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 60.623.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011076199/10.

(110085470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**INVESCO European Hotel Real Estate V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 149.911.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

Référence de publication: 2011076205/10.

(110085156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Jazz-Ex S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 31A, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 79.396.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076212/9.

(110085546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**Jilbee S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 118.884.

---

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour JILBEE SARL

Signature

Référence de publication: 2011076213/12.

(110085235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.

---

**KanAm Grund Espace Pétrusse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 77.369.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076214/10.

(110084893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.**Kaltix S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 125.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011076220/9.

(110085429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2011.**T.R.O. S.à r.l., Truck Race Organisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 59, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 160.810.

## STATUTS

L'an deux mille onze, le deux mai.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Fabien CALVET, administrateur de sociétés, né à Toulouse, le 20 février 1971, demeurant 11, allée St-Paul à F-31670 LABEGE (France);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, avec siège social à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro 91.906, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

2. Monsieur Lutz BERNAU, entrepreneur, né à Stuttgart, le 1<sup>er</sup> juillet 1953, demeurant 39, Waldaweg à D-86919 Utting am Ammersee (Allemagne);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

3. Monsieur Jean-Pierre BLAISE, chef d'entreprise, né à Malmédy, le 30 septembre 1970, demeurant 14, Chemin du Lefa à B-4960 Malmédy (Belgique);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

4. Monsieur Jochen HAHN, mécanicien, né à Nagold, le 18 avril 1974, demeurant 7, Pfalzgrafenweiler Strasse à D-72213 Altensteig (Allemagne);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

5. Monsieur Stefan HONENS, directeur technique, né à Münster, le 15 mai 1968, demeurant 1, Ebenechtweg à D-76534 Baden-Baden (Allemagne);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

6. Monsieur Michel BASSANELLI, chef d'atelier, né à Cavailon, le 25 octobre 1964, demeurant 638, Chemin donné du Ratacan à F-84300 Cavailon (France);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 avril 2011.

7. Monsieur Akos JOBBAGY, chef d'entreprise, né à Szentendre, le 23.01.1979, demeurant 7, Mandula Utca à H-2000 Szentendre (Hongrie);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

8. La société «RYSS & LYNX» Limited Liability Company (L.L.C.), une société à responsabilité limitée de droit des Émirats Arabes Unis, dont le siège social est situé Emirates Towers, Sheikh Zayed Road, Office level 41, 31303 DUBAÏ (United Arab Emirates), inscrite au Government of Dubai, Department of Economic Development, sous le numéro 69357, représentée aux fins des présentes par Monsieur Pavel KNITTEL, gérant, demeurant à Al Jaziri Building, Al Warqua, 1 à Dubaï, mandaté aux termes d'une décision de l'assemblée générale des associés et directeurs du 29 septembre 2009;

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

9. L'entreprise «TRUCK RACE TEAM ALLGÄUER», activité de droit autrichien sous la forme d'Einzelunternehmer (e.U.), dont le siège est situé 25, Buxera à A-6833 Weiler (Autriche), identifiée au livre des sociétés autrichien sous le n°308502f et représentée par Monsieur Egon ALLGÄUER, entrepreneur, né le 9 avril 1959 à Feldkirch (Autriche), demeurant 21, Lonserstrasse à A-6832 Sultz (Autriche);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

10. Monsieur Jean-Charles HUILIER, responsable informatique, né à Marseille, le 14 mars 1969, demeurant 24B, Chemin de Bazardens à F-31270 Cugnaux (France);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

11. La société «MKR Technology» Spole nost s Ru ením Omezeným (S.R.O.), une société à responsabilité limitée de droit tchèque, dont le siège social est situé 128, Židovice à CR -411 83 HROBCE (République Tchèque), identifiée au registre de commerce et des sociétés de Usti nad Labem sous le numéro CZ28712081, représentée aux fins des présentes par Madame Klara KRESS, gérante, demeurant à 98, Židovice à CR-411 83 HROBCE (République Tchèque), mandatée aux termes d'une décision de l'assemblée générale des associés du 2 novembre 2009;

ici représentée par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

12. Monsieur Javier MARIEZCURRENA, ingénieur, né à Pamplune, le 17 mai 1968, demeurant 28, Mayor à E-31740 Santesteban-Navarre (Espagne);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, préqualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 avril 2011.

13. Monsieur Dominique KOLOW, retraité, né à Lambersart, le 4 septembre 1948, demeurant 19, Sente de la Cressonnière à F-14420 Ussy (France);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

14. Monsieur Pascal ROBINEAU, chef d'entreprise, né à Saint Cosme en Vairais, le 11.03.1958, demeurant à La Haie, à F-72400 Villaines La Gonais (France);

ici représenté par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, requalifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 avril 2011.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants sub 1.- à 14.-, représentés par la société à responsabilité limitée FIDUNORD, préqualifiée, elle-même ici représentée par Madame Natacha CHARLIER, employée privée, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 2 mai 2011, prient le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une Société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La Société prend la dénomination de «Truck Race Organisation S.à r.l.» en abrégé «T.R.O. S.à r.l.».

**Art. 2.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.

Il peut être transféré dans la même commune par décision du/des gérant(s).

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés.

Au cas où des développements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée avec ce siège, ou de ce siège social à l'étranger se sont produits ou sont imminents, les gérants pourront transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a pour objet:

- le marketing, la promotion, la publicité et la communication, notamment de l'activité sportive suivante «FIA European Truck Racing Championship» ou de tout autre évènement en lien avec cette activité;
- l'intermédiation commerciale dans la vente de pneumatiques en relation avec cette activité sportive;

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs.

En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale, à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 14.000,- (quatorze mille euros) représenté par 140 (cent quarante) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/140<sup>ème</sup> du capital social.

**Art. 6.** Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 7.** Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

**Art. 8.** Sous réserve de la phrase ci-après, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Sauf accord unanime exprès en sens contraire, les cessions de parts entre associés se font, dans tous les cas et dans la mesure du possible, en proportion des parts que chaque associé détient déjà, de façon à ne pas modifier les rapports de force entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des trois quarts des voix en assemblée générale ou autrement, par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 10.** Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

**Art. 11.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personne physique ou personne morale.

Si deux (2) gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) gérants sont nommés, ils formeront un Conseil de gérance.

Le ou les gérant(s) seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants si plus d'un gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 13.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 14.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 15.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels.

**Art. 18.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

**Art. 19.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 20.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2011.

#### *Souscription et Paiement*

Les 140 (cent quarante) parts sociales ont été entièrement souscrites par:

Nom de l'associé	Nombre de parts sociales	Paiement
1. Monsieur Fabien CALVET, précité . . . . .	10	1.000,-€
2. Monsieur Lutz BERNAU, précité . . . . .	10	1.000,-€
3. Monsieur Jean-Pierre BLAISE, précité . . . . .	10	1.000,-€
4. Monsieur Jochen HAHN, précité . . . . .	10	1.000,-€
5. Monsieur Stefan HONENS, précité . . . . .	10	1.000,-€
6. Monsieur Michel BASSANELLI, précité . . . . .	10	1.000,-€
7. Monsieur Akos JOBBAGY, précité . . . . .	10	1.000,-€
8. La société à responsabilité limité de droit des Emirats Arabes Unis, «RYSS & LYNX» Limited Liability Company (L.L.C.), précitée . . . . .	10	1.000,-€
9. Monsieur Egon ALLGÄUER, pour l'entreprise «TRUCK RACE TEAM ALLGÄUER» (e.U.), précité . . . . .	10	1.000,-€
10. Monsieur Jean-Charles HUIILLIER, précité . . . . .	10	1.000,-€
11. La société à responsabilité limité de droit tchèque, «MKR Technology» Spole nost s Ru ením Omezeným (S.R.O.), précitée . . . . .	10	1.000,-€
12. Monsieur Javier MARIEZCURRENA, précité . . . . .	10	1.000,-€
13. Monsieur Dominique KOLOW, précité . . . . .	10	1.000,-€
14. Monsieur Pascal ROBINEAU, précité . . . . .	10	1.000,-€
TOTAL . . . . .	140	14.000,-€

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 14.000 (quatorze mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

#### *Résolutions des associés réunis en assemblée générale extraordinaire*

Les associés, prénommés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Est appelé aux fonctions de gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Fabien CALVET, administrateur de sociétés, né à Toulouse, le 20 février 1971, demeurant 11, allée St-Paul à F-31670 LABEGE (France).

#### *Deuxième résolution*

Le siège social de la Société est fixé à L-9991 Weiswampach, 59, Gruuss-Strooss.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

**Follows the English version of the preceding text:**

In the year two thousand and eleven, on the second day of the month of May.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mr Fabien CALVET, director, born in Toulouse (F) on the 20<sup>th</sup> February 1971, residing in F-31670 Labege (F), 11, allée St-Paul;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, with registered office in L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 91.906, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

2. Mr Lutz BERNAU, entrepreneur, born in Stuttgart (D) on the 1<sup>st</sup> July 1953, residing in D-86919 Utting am Ammersee (G), 39, Waldaweg;

3. Mr Jean-Pierre BLAISE, director, born in Malmédy (B) on the 30<sup>th</sup> September 1970, residing in B-4960 Malmédy (B), 14, Chemin du Lefa;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

4. Mr Jochen HAHN, mechanic, born in Nagold (D) on the 18<sup>th</sup> April represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011, 1974, residing in D-72213 Altensteig (G), 7, Pfalzgrafeweiler Straße;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

5. Mr Stefan HONENS, technical director, born in Münster (D) on the 15<sup>th</sup> May 1968, residing in D-76534 Baden-Baden (G), 1, Ebenechtweg;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

6. Mr Michel BASSANELLI, work master, born in Cavaillon (F) on the 25<sup>th</sup> October 1964, residing in F-84300 Cavaillon (F), 638, Chemin donné du Ratacan;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 20 April 2011,

7. Mr Akos JOBBAGY, director, born in Szentendre (H) on the 23<sup>rd</sup> January 1979, residing in H-2000 Szentendre, 7, Mandula Utca;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

8. "RYSS & LYNX" (L.L.C.), a limited liability company incorporated under the law of the United Arab Emirates, with registered office in Dubaï-UAE, Emirates Towers, Sheikh Zayed Road, P.O. Box: 31303, registered with the Government of Dubaï, Department of Economic Development, under number 69357, represented by Mr Pavel KNITTEL, director, residing in Dubaï-UAE, Al Jaziri Building, Al Warqua, 1, by virtue of the authority conferred on him by a decision of the general meeting of the shareholders and Directors on the 29<sup>th</sup> September 2009;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

9. "TRUCK RACE TEAM ALLGÄUER" (e.U.), a firm under the form of "Einzelunternehmer" incorporated under the law of the Austria, with address in A-833 Weiler, 25, Buxera, identified in the commercial register of companies of Österreich under the nr 308502f, represented by Mr Egon ALLGÄUER, entrepreneur, born in Feldkirch (Austria) on the 9<sup>th</sup> April 1959, residing in A-6832 Sultz (A), 21, Lonerstraße;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

10. Mr Jean-Charles HUILIER, head of IT-departments, born in Marseille (F) on the 14<sup>th</sup> March 1969, residing in F-31270 Cugnaux (F), 24B, Chemin de Bazardens;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

11. "MKR Technology" (Spole nost s Ru ením Omezeným (S.R.O.)), a limited liability company incorporated under the law of the Czech Republic, with registered office in CR-41183 Hrobce, 128, Židovice, identified in the commercial register of companies of Usti nad Labem under the nr 287 12 081, represented by Mrs Klara KRESS, manager, residing in CR-41183 Hrobce, 98, Židovice, by virtue of the authority conferred on her by resolutions adopted by the Board of Directors of the Company on the 2<sup>nd</sup> November 2009;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

12. Mr Javier MARIEZCURRENA, engineer, born in Pamplune (E) on the 17<sup>th</sup> May 1968, residing in E-31740 Santesteban-Navarre, 28, Mayor;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 22 April 2011,

13. Mr Dominique KOLOW, retired, born in Lambersart (F) on the 4<sup>th</sup> September 1948, residing in F-14420 Ussy, 19, Sente de la Cressonnière;

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

14. Mr Pascal ROBINEAU, director, born in Saint Cosme en Vairais (F) on the 11<sup>th</sup> March 1958, residing in F-72400 Villaines La Gonais (F), La Haie.

represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, pursuant to a proxy dated 21 April 2011,

These proxies, signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties sub 1.-to 14.-, represented by the limited liability Company FIDUNORD, prequalified, itself hereby represented by Ms Natacha CHARLIER, a private employee, professionally residing in L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss, pursuant to a proxy dated 2<sup>nd</sup> May 2011, have drawn up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

**Art. 1.** A limited liability Company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

The name of the Company is "Truck Race Organisation S.à r.l.", abbreviated form "T.R.O. S.à r.l."

**Art. 2.** The registered office is established in the municipality of Weiswampach.

It may be transferred to any other place within the municipality by decision of the manager(s).

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders in an extraordinary general meeting.

Should any political, economic or social developments of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad by decision of the manager(s) until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a decision will not affect the Company's nationality which will, notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg Company.

**Art. 3.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The purpose of the Company shall be

- the marketing, the promotion, the publicity and the communication, more in particular of the following sporting activity «FIA European Truck Racing Championship» or any other event in relation to this activity;

- the commercial intermediation regarding the sale of tyres in relation to this sporting activity.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets.

Moreover, the Company may carry out any other commercial activities, except if they are specifically regulated.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 5.** The corporate capital of the company is fixed at EUR 14,000.- (fourteen thousand Euro) divided into 140 (one hundred forty) shares without nominal value, representing, each one, 1/140<sup>th</sup> of the capital.

**Art. 6.** The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

**Art. 7.** Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

**Art. 8.** Without prejudice of the following sentence, shares are freely transferable among members. Unless an explicit and unanimous agreement in opposite direction, shares transfers between shareholders, must be done, in every case and as far as possible, in proportion with the number of shares that each shareholder already owned, so as to not modify the balance of power between the shareholders.

The shares transfer inter vivos to non-members is subject to the consent of at least seventy-five percent of the members' general meeting or of at least seventy-five percent of the company's capital. In the case of the death of a member, the shares transfer to non-members is subject to the consent of no less than seventy-five percent of the votes of the surviving members. In any event the remaining members have a pre-emption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non-member.

**Art. 9.** The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

**Art. 10.** For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company, neither to interfere in the management of the Company.

**Art. 11.** The Company shall be managed by one or several managers, natural person or corporate body, shareholders or not.

If two (2) managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) managers are appointed, they shall form a Board of managers.

The managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or by the joint signatures of any two manager(s) if more than one manager has been appointed.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12.** In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

**Art. 13.** Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

**Art. 14.** Collective decisions are only valid if they are adopted by the members representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by a majority of the members representing three quarters of the capital.

**Art. 15.** The business year begins on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year.

**Art. 16.** Every year on 31<sup>st</sup> December the annual accounts are drawn up by the managers.

**Art. 17.** The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

**Art. 18.** At least 5% of the net profit for the financial year has to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the corporate capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

**Art. 19.** The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

**Art. 20.** If, and as long as one member holds all the shares, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 21.** For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

#### *Transitory disposition*

The first financial year begins on the date of incorporation of the Company and ends on 31<sup>st</sup> December 2011.

#### *Subscription and Payment*

The 140 (one hundred forty) shares have been entirely subscribed by:

Shareholders	Number of shares	Payment
1. Mr Fabien CALVET, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
2. Mr Lutz BERNAU, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
3. Mr Jean-Pierre BLAISE, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
4. Mr Jochen HAHN, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
5. Mr Stefan HONENS, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
6. Mr Michel BASSANELLI, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
7. Mr Akos JOBBAGY, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
8. «RYSS & LYNX» Limited Liability Company (L.L.C.), prenamed . . . . .	10	1,000.-€
9. Mr Egon ALLGÄUER, for the firm «TRUCK RACE TEAM ALLGÄUER» (e.U.), prenamed . . . . .	10	1,000.-€
10. Mr Jean-Charles HUILLIER, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
11. «MKR Technology» Spole nost s Ru ením Omezeným (S.R.O.), prenamed . . . . .	10	1,000.-€

12. Mr Javier MARIEZCURRENA, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
13. Mr Dominique KOLOW, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
14. Mr Pascal ROBINEAU, prenamed . . . . .	10	1,000.-€
TOTAL . . . . .	140	14,000.-€

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the Company has now at its disposal the sum of EUR 14,000 (fourteen thousand Euro) as it was certified to the notary executing this deed.

#### Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

#### Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

#### Resolutions of the general extraordinary meeting of the shareholders

The shareholders, prenamed, represented as above-mentioned, representing the whole of the corporate capital, passed the following resolutions:

#### First resolution

The following person has been elected sole manager for an unlimited period:

Mr Fabien CALVET, director, born in Toulouse (F) on the 20<sup>th</sup> February 1971, residing in F-31670 Labège, 11, allée St-Paul.

#### Second resolution

The company's registered office is located in L-9991 WEISWAMPACH, 59, Gruuss-Strooss.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Rambrouch, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to to the proxy-holder, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, they signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: N. Charlier, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 4 mai 2011. Relation: RED/2011/918. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 12 mai 2011.

Référence de publication: 2011069273/387.

(110074129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

#### **Terpean International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 63.515.

Par décision du Conseil d'Administration du 06 mai 2011, Madame Marie BOURLOND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été cooptée au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Jean BODONI, démissionnaire. Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2015.

Luxembourg, le 23 MAI 2011.

Pour: TERPEAN INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille Paquet-Gillard / Cindy Szabo

Référence de publication: 2011074491/16.

(110081358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2011.